

Statistique et échelons administratifs.

Les expériences russe et soviétique

Martine Mespoulet

Université de Poitiers

Texte provisoire, non terminé. Merci de ne pas le citer

La Russie offre un cas intéressant pour étudier les questions liées à la tension qui caractérise la dualité de la production des données statistiques effectuée sur des territoires régionaux ou infra-régionaux et de celle réalisée à l'échelle de l'Etat¹. En effet, entre les années 1870 et la révolution d'Octobre 1917, un vaste réseau de bureaux de statistique dépendant d'institutions de gestion locale régionales a coexisté avec celui de la statistique d'Etat du Comité central de la statistique (TsSK²). Le cas de la Russie est intéressant également pour une deuxième raison : l'organisation en 1918 de l'administration centralisée de l'Etat bolchevik, la Direction centrale de la statistique (TsSOu³), s'est faite sur la base de ces anciens bureaux de statistique régionale. Cette situation fournit un cas privilégié pour étudier certaines formes d'expression de la tension entre production locale des données et production centrale dans cette période de passage en Russie de l'observation locale à l'observation globale dans le cadre d'un processus de centralisation de la production des données statistiques associée à la construction d'une nouvelle forme d'Etat.

Qu'est-ce qu'on gagne, qu'est-ce qu'on perd dans ce changement d'échelle de l'observation statistique? Cette question a été au cœur des débats du congrès des statisticiens russes de juin 1918. Toutefois, ces discussions n'étaient pas nouvelles pour eux car, dès la fin des années 1880, ces anciens statisticiens régionaux avaient commencé, dans leurs congrès nationaux, à discuter les questions posées par une démarche de généralisation statistique sur la

¹ Sur ces questions, voir Alain Desrosières, « Le territoire et la localité : deux langages statistiques », *Courrier des statistiques*, n°65, mars 1993, pp. 49-59 ; François Ménard, « La construction statistique du territoire local », *Informations sociales*, n°104, 2002, pp. 40-49.

² Tsentral'nyi Statisticheskii Komite

³ Tsentral'noe Statisticheskoe Oupravlenie

base des données collectées pour un usage local⁴. Comment certains transferts de méthodes ont-ils été opérés en passant d'une échelle territoriale d'observation à l'autre ? A quelle formes de tensions ont-ils donné lieu ?

Après avoir rappelé l'histoire de ce passage de l'observation statistique effectuée depuis les années 1880 dans les régions russes à l'organisation en 1918 d'une institution centralisée et de procédures standardisées à l'échelle du territoire du nouvel Etat bolchevik, j'étudierai quelques formes d'expression de tensions autour des méthodes de collecte des données pendant les années 1920. Je montrerai notamment comment l'articulation entre observation globale et approche locale a pu être considérée comme un atout au moment de la construction de cette nouvelle administration centralisée, avant de devenir incompatible, à la fin des années 1920, avec le projet politique de centralisation et de planification de l'Etat soviétique.

1/ Du territoire local à celui de l'Etat

1.1 L'observation statistique dans les régions en Russie fin XIXe siècle

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'administration centrale de la statistique de l'Etat russe, le Comité central de la statistique (TsSK), disposait, à l'échelle de chaque province, de comités statistiques de gouvernement (gouvernement, ou *gubernia* était la dénomination administrative d'une province). Ceux-ci avaient pour tâche principale de confectionner les rapports annuels destinés au gouverneur de leur province⁵ sur la base d'un programme de collecte de données administratives fixé au niveau central, et commun à l'ensemble des provinces. Ils inventoriaient les ressources, les activités et la population de chaque province. Le programme de collecte des données dépendait, pour une large part, de la transmission des informations assurée par les différents échelons du système administratif d'Etat depuis le canton rural. Présidé par le gouverneur, le comité statistique d'un gouvernement réunissait des fonctionnaires d'Etat et des érudits locaux, qui effectuaient également des travaux à caractère descriptif et ethnographique sur certaines parties du territoire de leur province. Le personnel de ces comités était bien moins nombreux que celui des bureaux des zemstva, se résumant le plus souvent à 2 personnes pour chaque province, le

⁴ Martine Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001

⁵ Le gouverneur était le représentant de l'Etat dans la province. Son rôle était comparable à celui d'un préfet en France.

secrétaire et un employé aux écritures. En réalité, l'essentiel de leur activité était effectué par les érudits locaux, par des amateurs éclairés.

A côté de cela, existait tout un réseau de bureaux de statistique régionale dans les 34 provinces de la partie européenne de l'Empire russe administrées par des zemstva. Les assemblées territoriales de gestion locale des zemstva avaient été créées en 1864 par l'Etat, qui leur avait transféré les compétences pour gérer les intérêts locaux des provinces, *gubernii*, et de leurs districts ruraux⁶. Elles étaient chargées d'organiser et de financer certains services obligatoires imposés par l'État, l'entretien de routes par exemple, et disposaient d'une plus grande liberté d'action dans d'autres domaines, l'éducation et la santé notamment. Pour faire face à ces missions et collecter les impôts locaux permettant de les financer, les zemstva se sont dotés de services administratifs à l'échelle de la province, mais aussi des districts ruraux. Les premiers bureaux statistiques des zemstva furent ouverts dans les années 1870 et la plupart dans les années 1880. A la veille de 1917, on peut estimer que l'ensemble de ces bureaux comptait entre 3.000 et 3.500 personnes, dont plus de 1.200 étaient déclarées comme statisticiens⁷.

Ces bureaux furent des lieux de production de données très actifs pour différentes raisons. D'une part, ces nouvelles institutions de gestion locale avaient besoin d'informations chiffrées pour mieux connaître la population, les infrastructures et l'économie de leur territoire afin de décider des diverses mesures qui relevaient de leur champ de compétences, ce qui les poussa à recruter très rapidement un personnel plus nombreux que celui des comités du TsSK. D'autre part, les statisticiens recrutés dans les années 1880 et au début des années 1890 sont venus à la statistique dans des conditions qui expliquent la forte effervescence de leur activité ensuite. En effet, beaucoup d'entre eux arrivèrent dans ces provinces à la suite d'une condamnation à l'exil politique dans une province lointaine de Moscou ou de Saint-Petersbourg, après une simple arrestation ou un emprisonnement. A la recherche d'un emploi pour vivre, ces exilés politiques trouvèrent un accueil favorable dans les nouvelles administrations des zemstva, qui avaient beaucoup de peine à trouver dans leurs provinces un personnel ayant suivi des études supérieures⁸.

Tout en respectant le cadre imposé par la commande administrative, leur manière de concevoir les questionnaires et les méthodes d'enquêtes porte la trace de leur action civique

⁶ Voir Robert Philippot, *Société civile et État bureaucratique dans la Russie tsariste : les Zemstvos*, Paris, Institut d'études slaves, 199

⁷ Martine Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001.

⁸ M. Mespoulet, op. cit.

et, pour certains, de leur engagement politique. Soucieux d'aller dans les campagnes observer les paysans et leur mode de vie pour mieux comprendre leurs conditions de vie et l'économie agricole, ils eurent à cœur, dans un double objectif de connaissance et d'action, d'élaborer des procédures d'enquête permettant de collecter les informations nécessaires pour caractériser les spécificités de ces territoires locaux dans un objectif d'action. Cela s'est traduit par une diversité des formes d'enquêtes et la pratique généralisée d'expéditions de statisticiens dans les villages pour les effectuer. Le recours à des correspondants volontaires fut réservé à la statistique courante des récoltes.

La délimitation d'aires d'enquête répondant à des caractéristiques socio-économiques et climatiques homogènes servit de base à la constitution des échantillons de leurs premières enquêtes sur échantillons. Ceux-ci furent construits selon le principe du choix raisonné de villages typiques et d'exploitations typiques. La localité servit de base à l'observation statistique. Toutefois, ces procédures de collecte et de traitement des données furent élaborées avec un souci de généralisation statistique combinant observation locale et élaboration de procédures d'enquête standardisées à l'échelle de l'ensemble des *zemstva*. Celles-ci étaient discutées et mises au point au cours de congrès réguliers de statisticiens des *zemstva* au niveau régional et au niveau national⁹.

Dans la seconde moitié des années 1880, le mode de détermination des aires d'enquête et des caractères typiques, les critères de classification et les conditions de passage des résultats partiels à la généralisation constituèrent un sujet central de discussion de la communauté des statisticiens des *zemstva*. L'effort effectué par ceux-ci pour passer de la description à l'analyse, en particulier à des fins de comparabilité avec d'autres enquêtes régionales, a marqué le passage du particulier au tout, du local au global. Petit à petit, la monographie, commandée avant tout par les usages locaux d'information et d'action de l'administration d'un *zemstvo*, s'est échappée de ce cadre local pour atteindre le statut de l'analyse théorique d'un système économique et social global à partir de l'utilisation systématique de la comparaison¹⁰. Rien d'étonnant, dans ce cas, à ce que l'homogénéisation des questionnements des différentes enquêtes soit devenue une préoccupation primordiale dans les premiers congrès de statisticiens et les réunions de leurs sociétés. Condition indispensable à la comparabilité des données collectées aux différents coins du territoire

⁹ M. Mespoulet, « Pratique de l'enquête et construction du savoir statistique en Russie à la fin du XIXe siècle », *Genèses*, 52, 2003, pp. 96-118.

¹⁰ Pour un autre exemple d'effort de généralisation statistique effectué par des statisticiens d'institutions locales, à la même époque, voir Bénédicte Zimmermann, « Statisticiens des villes allemandes et action réformatrice (1871-1914). La construction d'une généralité statistique », *Genèses*, 15, mars 1994, pp. 4-27.

russe, cet effort d'unification des outils statistiques fut aussi une manière de concilier les contraintes d'objet d'étude imposées par la commande administrative locale et les préoccupations scientifiques des statisticiens qui, elles, s'inscrivaient dans une réflexion collective menée à l'échelle nationale sur la paysannerie russe.

1.2. Le rôle déterminant de la Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale fut déterminante pour faire passer la statistique régionale des *zemstva* au statut d'une statistique d'Etat. Tout d'abord, face à la faiblesse institutionnelle du TsSK, le ministère de l'Agriculture confia la réalisation du premier recensement agricole de l'Etat russe au bureau statistique de l'Union des *zemstva*. Créée en juillet 1914 pour organiser la prise en charge des soldats, des blessés et des réfugiés, celle-ci s'occupa rapidement de la gestion de l'approvisionnement de l'armée et de la population. Les statisticiens des *zemstva* demandèrent alors la création d'un bureau central de la statistique.

L'organisation du recensement agricole de 1916 fit faire aux statisticiens des *zemstva* un pas décisif vers l'adoption d'un organe administratif central à l'échelle du pays, à défaut d'être déjà centralisé. Le processus de centralisation n'en était pas moins engagé. En multipliant les réunions de travail et les congrès dans un temps court, l'organisation du recensement agricole de 1916 contribua par ailleurs à consolider la structuration du groupe professionnel des statisticiens des *zemstva* autour de l'invention de nouvelles pratiques communes sur la base de l'expérience accumulée au niveau local par les uns et par les autres, et mise en commun, après discussion, à l'occasion des différents congrès nationaux qui les avaient réunis depuis 1887. Le changement d'échelle du territoire observé les obligea à résoudre de nouvelles questions de méthode en effectuant une synthèse entre la réflexion sur leur pratique locale et leur effort d'unification des techniques et des méthodes, entre leur analyse du local et leur quête d'un savoir global.

Ce faisant, ces statisticiens acquirent une reconnaissance et une légitimité professionnelles nationales qui posa, du même coup, la question de la place et du rôle du Comité central de la statistique, qui était encore officiellement l'administration statistique de l'Etat russe. A la veille d'Octobre 1917, la situation de celle-ci peut, en effet, sembler paradoxale. Alors que le pays possède un bureau central de la statistique, l'organisation et la conduite des recensements de l'Etat russe des années 1916 et 1917 ont été confiées aux bureaux statistiques des *zemstva*, institutions d'administration locale.

Dans ce contexte institutionnel où les rôles attendus des uns et des autres paraissaient totalement inversés, les aspirations déjà anciennes des statisticiens des *zemstva* à

l'organisation d'une administration statistique unifiée à l'échelle nationale semblaient, dès lors, complètement légitimes. Exprimée, dès les années 1890, dans leurs différentes réunions ou conférences nationales, cette attente a été ravivée à la faveur des congrès chargés de l'organisation du recensement agricole de 1916. La situation de guerre a révélé au grand jour une réalité latente : dans la Russie de 1916, les seules structures adaptées aux missions d'une statistique d'État étaient, de manière paradoxale, les bureaux statistiques des *zemstva*. Tout en mettant en évidence l'incapacité de l'État russe à faire face aux situations d'urgence créées, la guerre dévoila une absence de pouvoir réel à la tête du pays. Dans un tel contexte, les bureaux statistiques des *zemstva* semblent avoir occupé, dans le sillage de l'Union des *zemstva*, un vide institutionnel laissé par une administration statistique d'État placée dans l'incapacité de remplir sa mission. À la veille d'Octobre 1917, le réseau des bureaux statistiques des *zemstva* remplissait, de fait, à la place du TsSK, les fonctions d'une administration statistique d'État. Leurs statisticiens furent logiquement les mieux placés ensuite, en juillet 1918, pour prendre les rênes de la toute nouvelle administration statistique de l'État bolchevik, au centre comme en province.

2. Création de la Direction centrale de la statistique de l'Etat bolchevik

2.1. Concilier centralisation et observation locale

La Direction centrale de la statistique de l'Etat bolchevik, la TsSOu, fut créée par le décret du 25 juillet 1918. Le directeur et la majorité des premiers responsables de la TsSOu étaient issus des bureaux statistiques des *zemstva*. Ils reprirent certains principes de base d'organisation de ceux-ci pour structurer cette nouvelle administration centrale.

Lors des deux premiers congrès de statisticiens consacrés à l'organisation de la TsSOu, beaucoup de statisticiens qui venaient des anciens bureaux des *zemstva* ou des quelques bureaux de villes qui existaient firent valoir la nécessité de conserver une production de données statistiques à usage local, sans pour autant être opposés à la centralisation. Par exemple, lors du congrès de juin 1918, Viktor V. Stepanov, directeur du bureau de statistique de la ville de Saint-Petersbourg, essaya de montrer la nécessité de conserver une statistique locale pour enrichir les travaux de la statistique d'État :

« Mais, envers cette centralisation, il faut adopter une certaine prudence. [...] Jadis les intérêts locaux ont tout le temps été bafoués. Le pouvoir d'État prenait la liberté de dire : cela est ce qu'il vous faut, mais de cela vous n'avez pas besoin. Mais nous devons penser

que cette époque est terminée et que maintenant les intérêts locaux l'emporteront et auront une importance prépondérante au moins au moment de la collecte et de la production des données statistiques. Les municipalités, les administrations locales non municipales et celles des *zemstva*¹¹ ont besoin de données en plus grande quantité et, quand nous devrons parler de l'organisation de la statistique, alors ces intérêts devront être placés à la base, ils devront être pris en considération avant toute chose. [...] Les administrations locales ont des intérêts indépendants de ceux de l'État. [...] Elles ont besoin de données qui puissent être comparées à d'autres car, en dehors de la comparaison, il n'y a pas de savoir statistique. »¹²

Derrière ce discours perce l'attitude de statisticiens qui avaient l'expérience d'une statistique locale, municipale ou régionale, et ne voulaient pas en sacrifier les acquis sur l'autel de la centralisation. Ils ne refusaient pas celle-ci pour autant, bien au contraire. À leurs yeux, centralisation et production statistique locale devaient être complémentaires, chacune servant l'autre :

« Il est indispensable que les administrations locales donnent au gouvernement et au pouvoir central toutes les données qui sont nécessaires pour constituer un savoir à l'échelle globale de l'État. Il est indispensable aussi qu'elles disposent de fondements directs dans le domaine scientifique, car, nous ne devons pas fermer les yeux à ce sujet, les administrations locales ne possèdent pas de forces scientifiques. Il faut disposer de données comparatives pour l'ensemble de la Russie et les autres États. »¹³

Cet attachement au territoire local explique, d'une part, la constitution d'un vaste et dense réseau de bureaux de statistique de la TsSOu dans les régions à deux échelles territoriales, celle de la province et celle du district rural, et, d'autre part, le maintien après 1917 de l'usage de certaines méthodes d'enquête pratiquées dans les bureaux des *zemstva* depuis la fin du XIXe siècle.

2.2. Un réseau dense de bureaux régionaux

Un point essentiel de la réforme de 1918 concerna en effet la constitution, sur l'ensemble du territoire russe, d'un réseau de bureaux statistiques régionaux (un dans chaque

¹¹ Les institutions territoriales des *zemstva* avaient été supprimées officiellement en décembre 1917. Mais, dans la période de transition que fut l'année 1918, avant la mise en place effective de tout l'appareil administratif et politique de l'État bolchevik au niveau local, il était encore fréquent de rencontrer le terme de *zemstvo* pour désigner l'administration d'une province.

¹² RGAE, f. 1562, op. 1, d. 28, ll. 17-18.

province administrative), les bureaux statistiques de *gubernia*, qui dépendaient directement de la Direction centrale. Outre l'organisation sur le terrain des enquêtes décidées par celle-ci, ces bureaux devaient assurer le contrôle des opérations de collecte et un premier traitement du matériau collecté. Leur mission consistait aussi à unifier et coordonner les travaux statistiques des différentes administrations de leur province. Services d'Etat, ils étaient placés néanmoins sous la tutelle administrative et politique du comité exécutif de la province. En 1920, une enquête administrative estimait à 2.845 l'ensemble du personnel statistique des bureaux régionaux de la TsSOu. Pour comparaison, la Direction centrale employait 154 personnes ayant ce statut¹⁴.

Ces bureaux régionaux bénéficièrent d'une certaine latitude d'action jusque dans les années 1923-1924. Outre la liberté dont ils disposaient pour organiser un bureau dans chaque district rural, ils avaient la possibilité de réaliser des travaux statistiques à usage local et de publier des recueils de données locales. Un espace de liberté et d'expression leur était donc laissé, dans la continuité de l'activité passée des bureaux des *zemstva*. Telle avait été la volonté de bon nombre de statisticiens présents au congrès de juin 1918. Notons que, sans cet espace d'initiative à l'échelle locale, la Direction centrale n'aurait pas pu réaliser autant d'enquêtes et de recensements entre 1918 et 1921, dans les régions touchées par la guerre civile. Seules l'expérience et la détermination des anciens statisticiens des *zemstva* qui connaissaient de longue date leur territoire d'observation ont pu permettre un enchaînement aussi rapide d'enquêtes par sondage et de recensements et trouver les adaptations nécessaires pour toucher la population dans des régions où la vie quotidienne était profondément perturbée par les combats et les difficultés matérielles de toutes sortes¹⁵.

Autre innovation, un bureau fut ouvert dans chaque district rural de chaque province et chargé, à son propre échelon territorial et administratif, des mêmes tâches que le bureau de la *gubernia*, notamment unifier et coordonner les travaux statistiques des différentes administrations de sa circonscription territoriale. Un réseau de collecte des données pouvait donc être organisé au plus près des sujets des enquêtes.

Comme tout service régional d'une administration d'Etat soviétique, le bureau statistique d'une province était soumis à une double tutelle institutionnelle. Verticalement, il dépendait de sa Direction centrale, mais, à l'échelon régional, il était subordonné au comité

¹³ *Ibid.*

¹⁴ G. S. Polliak, « Statisticheskie sily Respubliki » (Les forces statistiques de la République), *Vestnik statistiki*, 9-12, 1920, pp. 120-132.

¹⁵ M. Mespoulet, « Les relations entre centre et régions au moment de la mise en place des bureaux statistiques de *gubernii*. L'exemple du *gubstatbjuro* de Saratov, 1918-1923 », *Cahiers du Monde russe*, 4, 1997, p. 489-510.

exécutif de la province, qui exerçait son droit de contrôle. Une telle situation était de nature à introduire de la confusion dans l'application des directives centrales au niveau local, le comité exécutif local en donnant une interprétation différente de celle de la Direction centrale de la statistique. Ce fut le cas, par exemple, quand il fallut appliquer, en 1922, les mesures de réduction du personnel dans l'administration statistique¹⁶.

Les relations entre les statisticiens d'Etat et les comités exécutifs locaux dépendirent, selon les provinces et les districts, des relations nouées par le directeur du bureau de statistique avec le président du comité exécutif local. Quand celles-ci pouvaient reposer sur des solidarités locales établies avant ou pendant la Révolution d'Octobre, le bureau de statistique pouvait disposer d'une marge de manœuvre plus grande, qui reposait sur une confiance mutuelle. Dans les autres cas, ces relations furent plus conflictuelles, d'autant plus conflictuelles que le principe de l'indépendance institutionnelle des bureaux locaux, de province et de district, vis-à-vis du pouvoir politique, était inscrit dans les textes fondateurs de la TsSOu.

Un bureau statistique de district était considéré comme une section du bureau d'une province et lui était directement rattaché. Il devait organiser la collecte des données dans les circonscriptions administratives rurales, le district, le canton et le village.

En fait, les bureaux de district durent faire face à une activité multiforme. Outre la production des données destinées à la Direction centrale, ils devaient aussi fournir toute information statistique nécessaire aux organisations sociales et aux organes politiques locaux. Ils étaient en effet tenus par la loi de répondre à leur demande dans ce domaine. Ils jouaient un rôle particulier dans le domaine de la statistique agricole courante, où leur mission s'étendait de l'organisation des réseaux de correspondants volontaires dans les campagnes à la formation de ceux-ci, au suivi et au contrôle de leur activité. Ils devaient notamment « effectuer le traitement préliminaire d'une partie des formulaires communiqués par les correspondants en suivant les indications du bureau statistique de la province » pour transmettre les informations de première nécessité aux administrations locales. Bien entendu, ils dirigeaient sur place les opérations des enquêtes et des recensements décidés par la Direction centrale en suivant les instructions du bureau de la province. Enfin, ils ont joué un rôle central dans le contrôle de la bonne marche du nouveau système d'enregistrement administratif de l'état civil mis en place dans les campagnes à partir de 1919.

¹⁶ Voir M. Mespoulet, op. cit., chap. 11.

Ce maillage de bureaux régionaux de statistique à l'échelle de l'ensemble du territoire du nouvel État fut complété, dès le début de l'année 1919, par le recrutement d'une nouvelle catégorie de statisticiens dans les cantons ruraux, afin d'augmenter l'efficacité de la collecte des données assurées par les bureaux de district. A cela fut liée une question non moins importante, celle du statut des anciens correspondants volontaires.

3. Tensions autour de la production des données sur l'agriculture

3.1. Deux agents de base de la collecte des données agricoles

A la fin des années 1920, la définition de la fonction de cet observateur de base qu'était le statisticien de canton était devenue un enjeu de taille entre des institutions aux logiques différentes car une grande confusion régnait dans le domaine des chiffres. Le dénombrement des kolkhozes effectué en 1927 dans la province de Saratov en fournit un exemple. Les organes du commissariat à l'Agriculture en comptèrent 2 000, ceux de la coopération agricole 700, le bureau de statistique de la TsSOu près de 600¹⁷. Il en était donc des kolkhozes comme des récoltes, les chiffres du bureau de statistique étaient toujours plus bas que ceux du commissariat à l'Agriculture. Cette situation se retrouvait dans d'autres régions, ce qui alimenta des attaques virulentes du Parti et de l'administration du Plan, le Gosplan, contre les statisticiens de la TsSOu.

Le statisticien de canton se retrouva au centre des controverses entre les différentes administrations qui produisaient et utilisaient des statistiques agricoles. Pour les représentants du Gosplan et des commissariats à l'Agriculture et aux Finances, ce statisticien était considéré comme trop proche des paysans pour pouvoir fournir des informations fiables. À la fin des années 1920, à la veille du « Grand tournant », la production statistique ne pouvait plus échapper au contrôle politique.

L'évolution du statut du correspondant volontaire fut soumise à des considérations similaires. Le sort des correspondants volontaires a toujours été lié à celui des statisticiens de canton. Souvent remis en question, toujours défendu par les statisticiens de la TsSOu et de ses bureaux régionaux, leur statut a fluctué tout au long des années 1920 pour finalement être redéfini à l'automne 1929.

Chargé en principe de la collecte des informations sur l'agriculture, et plus particulièrement sur l'état des cultures et des récoltes, le correspondant était un agent de base

¹⁷ « Osnovnye voprosy sel'skhozjajstvennoj statistiki... », *art. cit.*, p. 185.

de la statistique agricole courante soviétique des années 1920, tout comme il l'avait été pour celle des *zemstva*. Sollicité trois fois par an, au printemps, en été et à l'automne, il continuait à fournir des données sur les exploitations agricoles du voisinage, et sur la sienne quand il était lui-même paysan. Si l'attachement des anciens statisticiens des *zemstva* à cette fonction peut s'expliquer pour partie par une continuité des méthodes d'observation, il était lié également à la défense d'une forme de production des statistiques agricoles différente de celle d'autres administrations, comme le commissariat à l'Approvisionnement, jusqu'à sa suppression en 1924, ou celui à l'Agriculture. Par ailleurs, le maintien des statisticiens de canton ne pouvait pas être envisagé sans un réseau de correspondants volontaires sur lequel s'appuyer.

Lutter pour conserver les uns et les autres revenait à défendre une forme de la collecte des données sur l'agriculture que les statisticiens de la TsSOu jugeaient plus apte à fournir des informations aussi proches que possibles de la réalité, sans exagération dans la sous-estimation comme dans la surestimation. Cela revenait, en particulier, à défendre un mode de collecte reposant sur leur expérience du territoire local. Indépendant des administrations chargées d'organiser les réquisitions et la surveillance des récoltes, le recueil des informations était, à leurs yeux, susceptible de moins subir les biais liés à la dissimulation par les paysans des quantités réelles. Outre cela, dans une période où les campagnes restaient encore mal connues, le fait de disposer d'un informateur comme le correspondant, issu du milieu même de l'enquête, leur semblait indispensable. Qui mieux que lui connaissait la population et les exploitations du secteur d'enquête dont il avait la responsabilité ? Ceci paraissait garantir suffisamment la précision et la fidélité des informations recueillies, même si le correspondant avait, bien sûr, une expérience faible, voire inexistante, du travail statistique. En raison de cela justement, le rôle du statisticien de canton était jugé essentiel. Chargé d'encadrer les correspondants, c'est lui qui était responsable de la qualité de leur travail. Aux yeux des statisticiens des bureaux régionaux de la TsSOu, le correspondant et le statisticien de canton formaient le couple indissociable de la collecte des données de la statistique agricole courante, le sort de l'un étant inexorablement lié à celui de l'autre.

3.2. Le correspondant dans la tourmente de l'année 1929

Pendant les années 1920, le degré de fiabilité des données fournies par les correspondants fut, comme avant 1917, l'objet de nombreuses discussions entre statisticiens, mais aussi entre statisticiens et dirigeants politiques. Différents types de correspondants coexistaient dans les campagnes. Plusieurs administrations en employaient à côté de ceux de la Direction centrale de la statistique. Tel était le cas des commissariats à l'Agriculture et aux

Finances, et de l'administration d'État des assurances. Traduction sur le terrain de la concurrence entre administrations dans la production des données, les correspondants étaient tous occupés à la même tâche, fournir des informations sur l'agriculture et les campagnes, mais pour différents organismes.

À partir de 1925, le débat se durcit. Dans une situation de défiance croissante du pouvoir vis-à-vis des koulaks, le correspondant paysan de la TsSOu, soupçonné de minorer volontairement les chiffres qu'il livrait, fut suspecté de collusion avec les membres de sa classe « ennemis » du régime. Ces accusations rejaillirent sur la Direction centrale de la statistique qui fut, de son côté, accusée d'avoir fait des erreurs d'estimation sur le volume des récoltes à la suite de la sous-évaluation des rendements agricoles par ses correspondants.

Ces discussions, âpres, doivent être replacées dans le contexte des débats de l'époque sur la planification et les méthodes de prévision utilisées pour l'activité économique. L'enjeu était, en particulier, la construction de la balance fourragère. Dans les régions, l'objectif était également de constituer les réserves de céréales les plus importantes possibles. Ainsi, la commission du plan de la province de Saratov jugea-t-elle que les résultats de la balance, inférieurs d'un quart aux chiffres du plan, constituaient une sous-estimation de la situation réelle qui pénalisait fortement la politique de stockage des céréales : « La conclusion de cela est tout à fait évidente : si nous avions pris les données des correspondants de la statistique, nous n'aurions pas pu stocker autant de céréales que ce que nous avons déjà mis en réserve aujourd'hui »¹⁸.

En fait, l'enjeu était tout autre qu'un simple débat sur les méthodes. Sur fond de conflit entre le *Gosplan* et la TsSOu, il s'agissait, d'une part, de gonfler prévisions et réalisations du plan, d'autre part, de construire statistiquement une autre représentation de la société, une représentation de la différenciation sociale dans les campagnes qui n'était pas forcément un reflet de la réalité. Dans le contexte de la politique d'exacerbation de la lutte des classes dans les campagnes de la fin des années 1920, l'analyse de classe exigeait également une adaptation du calcul statistique :

« La pratique statistique a élaboré tout un système de corrections des données des correspondants sur les rendements agricoles qui donnent les bases pour établir de manière plus ou moins proche le niveau des récoltes sur une période donnée. Cependant, il convient de signaler qu'il est peu probable que ces corrections, appliquées au faible niveau des

¹⁸ Matvej E. Ginzburg, « Nužno peresmotret' sostav i rabotu statkorovskoj seti » (Il faut revoir la composition et le travail du réseau des correspondants de la statistique), *Nižnee Povolž'e*, 12, 1929, p. 71.

indicateurs des correspondants, puissent être considérées sans erreur, déjà ne serait-ce que parce que la correction n'est pas différenciée selon les différents groupes socio-économiques d'exploitations. »¹⁹

L'objectif ici visait à introduire une analyse de la différenciation sociale dans les campagnes en classes sociales repérables, comme à la ville, à partir de critères socio-économiques, susceptibles de fournir des indicateurs quantitatifs pour une action de l'État et du parti :

« Il est tout à fait incontestable d'affirmer que notre représentation de tel ou tel phénomène (dans le cas des récoltes) sera correcte seulement quand ce phénomène sera étudié d'un point de vue de classe, dans toute son originalité sociale et économique. Seulement dans de telles conditions, nous pourrions obtenir des indicateurs quantitatifs d'un phénomène étudié, éclairés par l'analyse de classe et capables de servir pour telle ou telle autre mesure de classe du parti et du pouvoir soviétique. »²⁰

À un nouveau projet politique de société devait correspondre une nouvelle forme du travail statistique. Mais, sur la base de leur connaissance de la diversité sociale du territoire local, les statisticiens des bureaux régionaux de la TsSOu résistaient devant ce projet de représentation de la société imposé par l'Etat et le Parti. La question d'un changement du personnel statistique, à commencer par les agents de base qu'étaient les correspondants, fut alors posée dans différentes régions par des membres du Gosplan et du Parti. Dans ce cas, quels devaient être les critères de recrutement ? Celui d'une « appartenance de classe acceptable » apparut comme principal.

Dans l'ensemble du pays, les correspondants volontaires furent remplacés, à partir du début de l'année 1930, par un nouveau réseau, celui des « plénipotentiaires de la statistique »²¹. Ceux-ci devaient continuer à fournir des informations sur la situation des semences, la récolte attendue et l'évaluation des pertes, en se plaçant dorénavant dans la logique de la planification²². Changement notoire, ils ne dépendaient plus directement du bureau de statistique régional mais du soviet rural. Renversement des rôles lié au retournement de l'Histoire, d'agent de confiance hier, sous le *zemstvo*, le correspondant

¹⁹ *Ibid.*, pp. 70-71.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Statoupolnomotchennye*

²² TsSOu RSFSR, *50 let...*, *op. cit.*, p. 105.

agriculteur était devenu objet de défiance sous l'État soviétique. Son recrutement fut placé sous le contrôle du parti :

« Il est particulièrement indispensable de porter attention au recrutement, parmi les correspondants de la statistique, de militants de base du parti et des komsomols ainsi que de soldats de l'Armée rouge démobilisés, qui ont étudié dans la bonne école de formation qu'est l'Armée rouge. Après avoir formé un réseau de classe sûr, nous pourrions aussitôt élever la qualité des données statistiques. »²³

Face à la résistance des statisticiens d'Etat attachés à leurs pratiques d'observation du territoire local, le contrôle politique du Parti joua un rôle de plus en plus important dans le recrutement des agents de base de la collecte des données dans les campagnes, le correspondant volontaire, mais aussi l'agent recenseur²⁴.

4. Tensions autour des méthodes

Une multiplication des recensements et des enquêtes par sondage marqua les premières années d'activité de la TsSOu, notamment pendant la période de la guerre civile. La soif d'informations chiffrées du nouveau pouvoir rencontra l'impatience des anciens statisticiens des *zemstva*, pressés d'effectuer enfin des recensements généraux dans des domaines variés. Dans ce contexte, l'enquête sur échantillon devint un instrument de choix pour allier quantité et rapidité. Appliqué à des domaines très variés allant de l'agriculture aux transports, en passant par la démographie, le sondage fut souvent utilisé en complément d'un recensement et, dans certains cas, à sa place. Cette diversification des usages des enquêtes par sondage a contribué à donner un rôle important aux bureaux régionaux dans la production des données pendant les années 1920, car ce sont eux qui construisaient les échantillons. Pour les échantillons construits de manière raisonnée, les statisticiens venus des bureaux des *zemstva* mobilisèrent des méthodes expérimentées et appliquées depuis de la fin du XIXe siècle. En particulier, les enquêtes dynamiques agricoles et les enquêtes sur les budgets des familles paysannes constituèrent ce qui fut dénommé par certains statisticiens des « observatoires de la vie locale ».

²³ M. E. Ginzburg, *art. cit.*, p. 75.

²⁴ Sur l'agent recenseur, voir M. Mespoulet, *op. cit.*, chap. 9 et 12.

4.1. Une connaissance du territoire local au service de la statistique d'Etat

Souvent utilisées de manière complémentaire, les enquêtes dynamiques et les enquêtes sur les budgets reposaient sur un échantillon constitué selon la méthode des aires homogènes et des unités typiques, villages ou exploitations. Les études de budgets étaient effectuées sur un échantillon d'exploitations types sélectionnées à l'intérieur de celui, plus large, d'une enquête dynamique. Les enquêtes dynamiques agricoles étaient pratiquées en Russie depuis les années 1890. Elles servaient à observer chaque année l'évolution des conditions de vie et de production dans les divers types d'exploitations paysannes et à analyser le processus de différenciation entre celles-ci. La construction des échantillons reposant sur la méthode du choix raisonné d'unités typiques choisies dans des aires constituées de manière homogène nécessitait une bonne connaissance du territoire local, qui contribua à maintenir l'ancrage local de ces enquêtes à visée pourtant nationale.

Les échantillons des enquêtes dynamiques agricoles étaient toujours construits de la même manière, en deux étapes, dans la continuité de la méthodologie élaborée dans les bureaux statistiques des *zemstva* avant 1917. Tout d'abord, une province était divisée en districts d'enquête aussi homogènes que possible du point de vue de caractères économiques, naturels et historiques. Ensuite, dans chacun d'entre eux, on constituait des aires composées de plusieurs villages jugés typiques en raison de caractères estimés très proches des caractéristiques moyennes du district. L'enquête portait de manière exhaustive sur toutes les exploitations des villages d'une même aire. L'effectif total des exploitations retenues par chaque bureau régional devait correspondre au taux de sondage fixé au niveau national par la TsSOu, en général 10%. L'échantillon de l'enquête dynamique de 1927, par exemple, fut composé de 750.000 exploitations²⁵.

L'objectif de ces enquêtes évolua au cours des années 1920. Destinées d'abord à « déterminer le caractère et la tendance du développement de l'agriculture à partir de la mise en place d'une observation statistique permanente sur un territoire déterminé de petite taille dans chacune des provinces de la République soviétique »²⁶, elles servirent ensuite à « étudier la dynamique des types d'exploitations », c'est-à-dire « la dynamique des classes dans

²⁵ I. Iou. Pissarev, « Razvitie sovetskoi statistiki » (Le développement de la statistique soviétique), in *Otcherki po istorii statistiki SSSR (Essais sur l'histoire de la statistique de l'URSS)*, Moscou, Gosstatizdat, 1957, pp. 297-326.

²⁶ A. I. Khriachtcheva, « K kharakteristike krestianskogo khoziaïstva revolioutsonnogo vremeni » (Caractéristiques de l'économie paysanne dans la période révolutionnaire), *Vestnik statistiki*, 5-8, 1920, pp. 84-105.

l'agriculture »²⁷. Dans ce cas, la procédure de sélection de villages types était justifiée par la nécessité « d'identifier avec précision les ensembles et les unités observés ». En 1924, A.I. Khriachtcheva, chef du département des enquêtes dynamiques agricoles de la TsSOu, jugeait que le tirage aléatoire ne pouvait pas répondre à une telle exigence²⁸.

Prolongation, elles aussi, des méthodes d'observation développées par la statistique des *zemstva*, les premières enquêtes sur les budgets des familles effectuées par la TsSOu furent conçues sur le principe de la monographie, selon les procédures élaborées depuis le milieu des années 1880. Dans un premier temps, elles concernèrent principalement les familles paysannes puis furent étendues aux familles d'ouvriers et d'employés. Les études de budgets des familles paysannes demeuraient toutefois une forme d'enquête spécifique et remplissaient une fonction plus large que la simple observation des dépenses de consommation. Servant à l'estimation de la consommation, mais aussi à la compréhension du système de production des ménages paysans, elles fournissaient un outil d'information sur la situation économique et sociale dans les campagnes. Pour cette raison, elles furent incluses régulièrement dans les enquêtes dynamiques agricoles.

Comme par le passé, la méthode d'échantillonnage reposait sur le choix raisonné d'exploitations types situées dans des districts d'enquête constitués de manière homogène du point de vue de leur forme d'agriculture et des caractéristiques économiques, naturelles et historiques. Une bonne connaissance du territoire observé et de sa population était donc essentielle. Chaque bureau régional avait une section consacrée à l'étude des budgets des familles.

Le démarrage du premier plan quinquennal, en 1928, et le lancement de la collectivisation massive des exploitations paysannes, en décembre 1929, ont entraîné une transformation des usages des enquêtes sur les budgets des familles²⁹. Leur méthodologie fut fortement remise en question à la fin des années 1920. Utilisées pour fournir des indicateurs pour fixer les objectifs du plan et évaluer ses résultats dans le domaine de la consommation et du niveau de vie, mais aussi de certains investissements collectifs, ces enquêtes jouèrent de plus en plus le rôle d'un instrument de mesure de l'état d'avancement de l'économie et de la société socialiste, et, de ce fait, constituèrent un réel enjeu politique.

²⁷ A. I. Khriachtcheva, « Metody nablioudenia dinamiki zemledeltcheskogo khoziaïstva » (Méthodes d'observation de la dynamique de l'économie agricole », *Vestnik statistiki*, 1-3, 1924, pp. 83-119.

²⁸ *ibid.*

²⁹ Sur cette période, voir Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, *op. cit.*, chap. 6. Sur la planification, voir Eugene Zaleski, *Planification de la croissance et fluctuations économiques de l'URSS (1918-1932)*, Paris, SEDES, 1962 ; E. Zaleski, *La planification stalinienne. Croissance et fluctuations économiques en URSS, 1933-1952*, Paris, Economica, 1984.

La méthodologie des études de budgets des familles constitua un des sujets importants de la conférence de la statistique agricole réunie mi-janvier 1928 par la TsSOu de l'URSS. Selon Lev N. Litochenko, collaborateur scientifique du département des budgets paysans depuis la réforme de la TsSOu de 1927, et ancien chef du département de la statistique des budgets de décembre 1918 à 1925³⁰, l'articulation avec les exigences du calcul de la planification imposait de remanier la conception des carnets de comptes pour l'année 1928/1929. L'adaptation de leur contenu à une forme comptable devait aboutir à simplifier la manière de remplir les carnets. Dorénavant, le chef d'exploitation devrait remplir trois documents complémentaires : un cahier de trésorerie, un livre des stocks et un journal de travail. La conférence résolut, « dans l'objectif du plan à 15 ans, d'orienter les enquêtes sur les budgets vers une substitution progressive des carnets à toutes les sortes de budgets établis au cours d'expéditions de statisticiens dans les exploitations »³¹. Cette simplification comptable des études de budgets supposait inévitablement une modification des méthodes d'observation. Il n'était plus question de faire des enquêtes approfondies sur le système d'exploitation sur le lieu même de celle-ci, en situation d'observation. Les expéditions, qui prenaient beaucoup de temps et de forces, n'étaient donc plus nécessaires et le temps de travail dégagé pour chaque statisticien pouvait être utilisé à l'exploitation d'un plus grand nombre de carnets budgétaires. La rationalisation du travail accompagna l'entrée de l'administration statistique dans la logique de la planification³².

La question de la fixation de la période de référence pour établir cette comptabilité budgétaire raviva de vieux différends entre statisticiens au sujet des objectifs et du contenu des enquêtes sur les budgets familiaux. Les partisans d'une conception des budgets sous forme de balances, les « balansoviki », et les défenseurs de l'étude du cycle de production s'opposèrent fortement³³. Les discussions furent vives entre ceux qui privilégiaient la

³⁰ RGAE, f. 1562, op. 30, d. 3, l. 28 ; op. 30, d. 37, ll. 288ob-289. Sur la réforme de la TsSOu de 1927, voir M. Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie*, op. cit., chap. 12.

Lev N. Litochenko (1886-1936) était économiste de formation. Spécialisé dans l'étude des questions agricoles, il faisait partie des proches de Tchaïanov. Il privilégiait l'étude de l'exploitation agricole comme unité de consommation, ce qui explique son intérêt pour les enquêtes sur les budgets familiaux paysans. Il dirigea, avec P.I. Popov, l'élaboration de la première balance inter-branches en URSS, qui fut mise en application pour l'année 1923/1924. Réprimé en 1930, dans le cadre du procès du Parti du travail paysan, il fut fusillé en 1938 et réhabilité en 1987.

³¹ A. Lossitski, « Osnovnye voprosy sel'sko-khoziaïstvennoi statistiki na sovechtchaniï mestnykh rabotnikov po sel'sko-khoziaïstvennoi statistike pri TsSOu SSSR » (Questions fondamentales de la statistique agricole discutées lors de la conférence des travailleurs locaux de la statistique agricole organisée par la TsSOu de l'URSS), *Vestnik statistiki*, 1, 1928, pp. 174-191.

³² A ce sujet, voir M. Mespoulet, *Statistique et révolution....*, op. cit., pp. 290-295. Pour un texte russe, voir M. Smit, « Outchet, statistika i planovost' » (La comptabilité, la statistique et le plan), *Vestnik statistiki*, 4, 1927, pp. 15-30.

³³ A. Lossitski, « Osnovnye voprosy.... », art. cit., pp. 188-191.

confection de la balance comme objectif premier et ceux qui mettaient au premier plan l'analyse du cycle de production. Elles le furent d'autant plus qu'il était envisagé, dans le cadre de la planification de l'agriculture, de ne retenir qu'une seule forme d'enquête sur les budgets qui servirait à la fois pour étudier l'organisation de la production et pour établir la balance de l'exploitation paysanne.

La résolution finale de la conférence s'efforça de tenir compte des divergences de vue et de la volonté d'une bonne partie des statisticiens présents de ne pas abandonner l'analyse sociale du système d'exploitation agricole, que seules, à leurs yeux, les expéditions garantissaient. Il fut décidé de remplacer le procédé de collecte existant par un formulaire d'enquête en partie double pour les expéditions réalisées tous les deux ans et par l'élaboration d'un formulaire unique utilisé de manière plus courante pour étudier l'organisation de l'exploitation paysanne et la constitution de la balance. En réalité, l'unification du formulaire d'enquête sur les budgets fut le premier pas vers l'abandon, à partir de 1930, des expéditions pour effectuer des enquêtes approfondies sur le système de production agricole et vers l'adoption d'une seule méthode reposant sur la tenue des carnets de recettes et dépenses par les familles paysannes elles-mêmes. Les enquêtes dynamiques agricoles furent supprimées en 1930 également.

La simplification de l'appareil d'observation des budgets paysans représenta une des formes d'évolution de la statistique soviétique vers la comptabilité des faits sociaux et économiques. A partir des années 1930, l'évolution des volumes et des masses compta plus que l'analyse des processus socio-économiques. Dans cette logique, la suppression des enquêtes dynamiques agricoles et l'arrêt des expéditions pour collecter les budgets formèrent un tout. Cette décision symbolisa l'abandon d'une statistique agricole héritée de la période des *zemstva*, et qui était intimement liée à une analyse des processus économiques et sociaux et des changements reposant sur un appareil d'observation construit dans les bureaux régionaux depuis la fin du XIXe siècle.

La réforme territoriale de 1928 contribua à consolider cela.

4.2. Effets d'une réforme territoriale

En supprimant définitivement l'échelon administratif des *gubernii*, la réforme territoriale d'avril 1928 acheva le processus entamé par le projet de fédération de 1922, qui visait à établir un maillage territorial et un réseau de centres administratifs au service d'une gestion centralisée de l'activité économique et sociale. Les nouvelles régions administratives, les *oblasti*, envisagées en 1923 par le *Gosplan*, devaient devenir des maillons efficaces de la centralisation économique et administrative³⁴. En 1928, cette réforme connut sa dernière étape. Chaque *oblast* fut constituée par regroupement de plusieurs *gubernii*. L'*okroug* remplaça l'*ouezd*, l'ancien district, tout en voyant son territoire s'élargir. De même le nouveau *raïon* était plus étendu que l'ancienne *volost*, canton, qu'il remplaçait. Tout changea d'échelle.

En 1929, toutes les nouvelles circonscriptions étaient en place. En janvier 1930, le territoire de la République socialiste de Russie était divisé en treize grande régions administratives, baptisées *oblast* ou *kraï* selon les cas, qui devenaient des courroies de transmission de l'administration d'État, du pouvoir et du parti. Notons qu'en 1917 la seule partie européenne de la Russie était divisée en 34 *gubernii*. Ces différentes mesures entraînèrent la restructuration des services régionaux des différentes administrations centrales en plusieurs étapes entre 1928 et 1930. Dans un premier temps, les nouveaux découpages des circonscriptions administratives obligèrent la Direction centrale de la statistique à restructurer ses bureaux de *gubernia* pour les adapter à un nouveau cadre territorial d'intervention beaucoup plus étendu. En réalité, décrochés de leur territoire administratif de référence et d'action, ces bureaux furent supprimés en 1928, en même temps que les *gubernii* elles-mêmes.

L'exemple du bureau de Saratov éclaire la manière dont la logique territoriale s'imposa aux statisticiens. En particulier, les changements intervenus dans la composition du territoire de la nouvelle région administrative permettent d'illustrer concrètement les contraintes que cette réforme fit peser sur l'organisation des enquêtes statistiques et la nature de la production des données. L'*oblast* de la Basse Volga fut créée par le décret du 21 mai 1928 et rebaptisée *kraï* dès le 11 juin³⁵. Couvrant les anciennes *gubernii* de Saratov et d'Astrakhan, une partie de l'ancienne *gubernia* de Stalingrad et la région autonome des Kalmyks, sa superficie, nettement plus étendue, bien sûr, que l'ancienne *gubernia* de Saratov. Le territoire d'observation changeait d'échelle, les modalités du travail statistique

³⁴ Sur cette réforme, voir Marie-Claude Maurel, *Territoire et stratégies soviétiques*, Paris, Economica, 1982.

³⁵ TsSOu RSFSR, 50 let...., *op. cit.*, p. 94.

aussi. Comment pouvait-il en être autrement quand, pour une région aussi étendue, le nouveau bureau de statistique, la Direction statistique du *krai* de la Basse Volga, ne disposait que de 190 personnes, permanentes et temporaires, alors qu'en 1927 encore l'ancien bureau de la *gubernia* employait 443 salariés³⁶ ?

A la suite des fortes réductions d'effectifs de la fin de l'année 1927, le personnel avait fondu de plus de la moitié. L'organisation d'un nouveau bureau statistique à l'échelle de la nouvelle région n'en fut que plus compliquée. Les difficultés matérielles vinrent s'ajouter à cela. Tout d'abord, le bureau dut céder ses anciens locaux au nouveau comité exécutif du *krai* et déménager dans un espace plus petit, trop petit. En août 1928, il manquait de formulaires, mais aussi de tables pour poser le matériel nécessaire à la mécanisation du travail en cours³⁷. Le travail en fut d'autant plus lourd quand il fallut recalculer les principales données statistiques produites antérieurement pour les transposer à l'échelle du *krai*. Il fallut également redéfinir les limites des aires d'enquête. Ceci posa problème en particulier pour la délimitation des aires de sondage des enquêtes agricoles et la sélection des échantillons de population.

La modification de l'échelle des territoires d'enquête contraignit les statisticiens à transformer profondément leurs méthodes de travail. Depuis la fin du XIXe siècle, les statisticiens des bureaux régionaux des *zemstva*, puis de la TsSOu, avaient l'habitude de pratiquer une observation continue de l'évolution des conditions de vie dans les campagnes et du système de production des exploitations paysannes sur la base d'enquêtes par sondage effectuées dans des aires qu'ils avaient délimitées selon le critère de l'homogénéité du territoire. Celles-ci étaient délimitées en fonction des caractéristiques moyennes des exploitations d'une zone géographique donnée. Ensuite un échantillon d'exploitations types était choisi à l'intérieur de chaque aire et faisait l'objet d'une observation continue sur plusieurs années. Dans les années 1920, l'usage était d'utiliser autant que possible des aires constituées sur la base des données du recensement agricole de 1917, réalisé juste avant la révolution d'Octobre, ou de celui de 1919. Les découpages administratifs successifs effectués entre 1919 et 1923 avaient perturbé la continuité de cette méthode d'observation des mutations dans les campagnes, la réforme de 1928 l'a fait voler en éclats.

Contraints d'organiser leurs enquêtes à l'échelle territoriale du *krai*, les statisticiens perdirent leurs repères territoriaux habituels. Ils durent délimiter de nouvelles aires de sondage plus larges que par le passé, ce qui posa de réelles difficultés pour conserver une

³⁶ TsKhDNISO, f. 6105, op. 1, d. 2751, l. 4 ; d. 3074, l. 85.

³⁷ GASO, f. R-519, op. 1, d. 102, l. 42.

continuité des séries de données statistiques. Ces problèmes furent accrus par le fait que les anciennes entités administratives qui composaient ce nouveau territoire ne disposaient pas de séries de chiffres élaborées de manière homogène. Il fallut en construire des nouvelles. Un nouveau mode de travail fut ainsi imposé aux bureaux de statistique de l'extérieur, par cette réforme de l'administration de l'Etat dans les régions. Cela les obligea à adopter le même territoire d'observation que celui des organes régionaux de l'administration du plan. Le changement d'échelle de la production des données les força à modifier leurs méthodes d'observation et de travail.

Conclusion

En définissant de nouveaux échelons territoriaux administratifs, la réforme territoriale de 1928 poussa à une centralisation plus forte de l'administration de l'État soviétique dans son ensemble. Pour cela, il fallait notamment casser l'échelon administratif de l'ancienne province, la *gubernia*, qui était un héritage de l'administration tsariste. Dans le cas de la statistique, l'héritage allait bien au-delà. La plupart des bureaux de *gubernia* étaient dirigés par des statisticiens des anciennes administrations de gestion locale des *zemstva* de ces mêmes *gubernii*. Ils en avaient conservé beaucoup de méthodes d'enquête. En ôtant toute sa pertinence à la *gubernia* comme territoire d'observation, la nouvelle carte administrative de 1928 contraignit les statisticiens des anciens bureaux de *gubernia* de la TsSOu encore en poste à transformer leurs procédures d'enquêtes pour les adapter aux normes imposées par l'administration du plan.

L'élargissement du territoire d'observation changeait inévitablement la dimension et la nature de la production statistique. En imposant une nouvelle forme de la production des données aux bureaux de statistique régionaux, la réforme territoriale fut un levier essentiel pour les organes du plan pour imposer à l'échelon local leur logique de gestion économique et de production des chiffres. Traduction concrète d'une volonté politique, la carte administrative exerça une force d'imposition sur la construction du savoir statistique en fixant les cadres territoriaux de la production des données.

Au-delà de cela, la suppression du territoire d'observation de la *gubernia* sonna le glas d'une statistique régionale au passé fort riche et aux objets diversifiés, et mit fin aux bases territoriales sur lesquelles reposait son legs humain et méthodologique dans la nouvelle administration centrale statistique soviétique.

